

Une quadrature pas nette

Dans un article censé répondre à la question «*Quelle surveillance redouter*», publié le 19 août dernier, l'association La quadrature du net termine par un «*dernier rappel stratégique : si le gouvernement français se permet d'imposer de tels outils de détection et d'exclusion des personnes qu'il juge indésirables, c'est notamment car il peut reprendre à son compte, et redynamiser à son tour, les obsessions que l'extrême droite est parvenue à banaliser dans le débat public ces dernières années afin de traquer, de contrôler et d'exclure une certaine partie de la population. La lutte contre les risques autoritaires du passe sanitaire serait vaine si elle ne s'accompagnait pas d'une lutte contre les idées d'extrême droite qui en ont été les prémices. La lutte contre le passe sanitaire ne doit pas se faire avec, mais contre l'extrême droite et ses obsessions, qu'elles soient dans la rue ou au gouvernement.* » Comme si la «fascisation» du régime de la Ve République, pour ne parler que du cas de la France, en temps de crise multiforme avait besoin de l'extrême droite pour s'opérer !

Il faut dire que l'on ne peut attendre d'une association imprégnée d'idéologie «bobo», c'est-à-dire néo-petite bourgeoise progressiste, une quelconque analyse de classe qui mettrait en évidence la propension de la bourgeoisie et de ses fondés de pouvoir politiques — politiciens, plutôt —, lorsque leur règne est menacé, à recourir à des mesures autoritaires voire dictatoriales, avec tout l'arsenal de propagande nécessaire pour l'imposer au peuple. La Quadrature du Net, qui, selon la présentation de ses animateurs, «*promeut et défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique*», œuvrerait en plus «*pour un Internet libre, décentralisé et émancipateur.*» Or, ils se gardent bien dans leurs charges acérées contre la «technopolice» de remettre en cause le caractère capitaliste dudit «environnement», leurs critiques se limitant à des argumentations d'ordre juridico-moralisant assaisonnées de considérations technicistes. Et pour cause, si l'on peut dire.

Parmi les soutiens financiers de l'association figure en effet l'Open Society Foundations de George Soros, le milliardaire philanthrope accusé d'avoir contribué, financièrement et idéologiquement aux «révolutions de couleur» pro-impérialistes en Yougoslavie, en Géorgie, en Ukraine, à Hong-Kong... Accusation sans fondement bien entendu, proférée par la «fachosphère», si l'on en croit Edwy Plenel, rénégat trotskyste issu de la LCR qui n'a de cesse de pourchasser l'antisionisme qu'il identifie allégrement à l'antisémitisme. Au nom de l'antiracisme, le patron moustachu de Médiapart longtemps lié aux milieux policiers dont il feint aujourd'hui de découvrir les «excès répressifs», soutient entre autres le Bondy Blog, site décolonial et racialement sponsorisé lui aussi par l'Open Society Foundations, comme l'est outre-Atlantique le mouvement Black Lives Matter.

Il n'est pas étonnant, dès lors, de retrouver La quadrature du net parmi les croisés d'un antifascisme fantasmé au côtés du NPA et de la France insoumise, imputant à l'extrême droite, dans la pure tradition du conspirationnisme qu'ils fustigent par ailleurs, la «*banalisation des obsessions sécuritaires*» dont serait le produit la politique de détection et d'exclusion menée par le gouvernement contre une partie de la population au nom de la lutte contre la pandémie. D'où la réticence, de la part de ces bons apôtres d'une opposition — contrôlée — à cette politique, à se mêler à la «foule haineuse» qui manifeste contre le passe sanitaire. Et donc à envisager que si fascisme il devait y avoir dans «le monde d'après» auquel ils aiment

à se référer, il se situerait dans le prolongement de sa version électronique présente à laquelle, en bons idiots utiles, ils apportent leur caution par leur inaction.